

# Syriza, plus alternatif que radical

■ Selon Pascal Delwit (ULB), le parti d'Alexis Tsipras n'est pas un parti d'extrême gauche.

Le bras de fer sans fin qui oppose le gouvernement grec à ses créanciers est-il uniquement motivé par des considérations économiques ou dissimule-t-il avant tout un affrontement idéologique? Ces dernières semaines, plusieurs dirigeants européens n'ont pas eu de mots assez durs pour diaboliser Syriza et son chef de file Alexis Tsipras, présentés comme les tenants d'une extrême gauche radicale et populiste.

"En vérité, il ne s'agit pas à proprement parler d'un parti d'extrême gauche", tempère le politologue Pascal Delwit (ULB). "Syriza est un parti social-démocrate de gauche, il n'est pas à prétention révolutionnaire. Son électorat est d'ailleurs classiquement celui du Pasok – le parti socialiste grec, NdlR – mais qui ne l'a pas suivi dans les politiques d'austérité."

"On ne peut pas dire qu'un parti est extrémiste ou populiste uniquement parce qu'il s'oppose au consensus dominant", ajoute Ulrike Guerot, directrice du Laboratoire de démocratie européenne basé à Berlin. Aux yeux de cette dernière, c'est plutôt l'attitude de la Commission et des autres Etats membres de la zone euro qui pose question: ils disent vouloir garder la Grèce dans l'euro, mais ils veulent que son gouvernement – qui a été élu – reste en retrait. "Tsipras a tout à fait raison de demander un référendum. Comme il s'oppose au compromis proposé, il lui faut une nouvelle base pour asseoir sa légitimité. En fait, il ne fait pas autre chose que ce qu'a fait de Gaulle en 1968, quand celui-ci a voulu une réforme ré-

gionale en France et dit qu'il se retirerait s'il n'avait pas la confiance. C'est un processus politique assez normal."

## Une crise morale européenne

Si Syriza s'inscrit néanmoins dans une certaine radicalité, celle-ci doit s'analyser à l'aune du contexte socio-économique grec, mais aussi plus largement à celle des évolutions que l'on observe dans une partie de l'Europe, poursuit Pascal Delwit. "Il est clair qu'alors qu'il va y avoir des élections en automne en Espagne, où Podemos est un peu l'équivalent de Syriza en Grèce, le gouvernement espagnol essaie donc de décrédibiliser au maximum la gauche radicale grecque", note-t-il.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. "Depuis une petite dizaine d'années et plus encore depuis 2008, on observe dans plusieurs Etats membres des secousses électorales et politiques. C'est vrai à la gauche de l'échiquier politique en Grèce et en Espagne, mais on voit aussi de l'autre côté du spectre politique une progression de la droite radicale eurosceptique: en France avec le Front national, bien sûr, mais aussi en Finlande, en Autriche et même en Grèce. Il se passe quelque chose politiquement en Europe qui est, bien sûr, la traduction de la crise économique mais aussi une certaine forme de crise morale." Et il est simple de parler d'un populisme de droite chez les "fourmis" du nord de l'Europe et de gauche du côté des "cigales" du Sud.

En place depuis six mois, Alexis Tsipras a hérité "d'une situation cataclysmique et ne porte aucune responsabilité dans le niveau

de la dette grecque", ajoute encore M. Delwit. "En réalité, la responsabilité incombe aux gouvernements grecs précédents et, surtout, au choix coordonné du FMI, de l'Eurogroupe et de l'Union européenne, de tenter de résoudre la crise de la dette souveraine par des politiques d'austérité."

## "Eviter que la Grèce soit un exemple positif"

Mais si le FMI est conscient que ces politiques récessives constituent une erreur, il s'agit d'une organisation internationale "qui n'a jamais porté des orientations de gauche pour éviter un effet d'exemplarité". "On est dans un rapport de force politique où il y a aussi une volonté de montrer l'inanité de voter pour la gauche radicale ou la gauche tout simplement. Dans le chef du FMI, de l'Eurogroupe ou de l'UE, il y a une volonté d'éviter que tout d'un coup la Grèce devienne une ligne de démarcation et un exemple positif. Ils veulent en finir au plus tôt avec Syriza et Tsipras, c'est évident."

**"On est dans un rapport de force politique où il y a aussi une volonté de montrer l'inanité de voter pour la gauche radicale ou la gauche tout simplement."**

**PASCAL DELWIT**

Politologue à l'université libre de Bruxelles.

Car une victoire de ce dernier reviendrait à démontrer que d'autres options sont économiquement et idéologiquement possibles. "On est inscrits depuis plusieurs années dans une conception idéologique basée sur l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution possible – que celle de la rigueur et de l'austérité prônées par les libéraux et les conservateurs, NdlR. Si la démonstration est faite que d'autres voies peuvent être empruntées, ce serait accepter que la seule solution envisagée depuis plusieurs années ne fonctionne pas."

**M. U. et G. T.**